

L'ONU "regrette profondément" l'expulsion par le Burundi du représentant de l'OMS

@rib News, 14/05/2020 Source AFP L'ONU a dit « profondément regretter » jeudi l'expulsion par le Burundi de quatre experts de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) chargés de le conseiller sur l'épidémie de Covid-19 quelques jours de l'élection présidentielle du 20 mai. La Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi « regrette profondément la décision récente du gouvernement burundais de déclarer persona non grata le représentant de l'OMS dans le pays et trois de ses experts », a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La commission, chargée depuis 2016 d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme commises dans ce pays d'Afrique de l'Est, a également critiqué sa « présence face à la décision des autorités de ne pas faire appliquer les recommandations de distanciation sociale » alors que les meetings électoraux attirent des milliers de personnes. Le ministre burundais des Affaires étrangères, dans une lettre adressée au bureau africain de l'OMS et consultée jeudi par l'AFP, a annoncé l'expulsion du Dr Walter Kazadi Mulombo, représentant de l'organisation et de trois autres experts. Les autres experts sont deux employés de l'OMS, le Dr Jean-Pierre Mulunda Nkata et le Dr Ruhana Mirindi Bisimwa, et un consultant, le Pr Daniel Tarzy. Ils doivent tous quitter le territoire avant vendredi. Le Burundi n'a pour l'instant officiellement recensé que 27 cas positifs à la maladie Covid-19, dont un décès. Mais les autorités sont accusées par des médecins et l'opposition de cacher des cas en les attribuant à d'autres maladies comme la pneumonie et le gouvernement n'a pris aucune mesure de confinement. La commission de l'ONU s'est en outre alarmée par les nombreux actes de violence et les violations des droits de l'homme constatés pendant la campagne électorale des législatives et de la présidentielle qui doivent se tenir le 20 mai. Elle déplore « des affrontements violents entre des membres des partis politiques en lice et de nombreuses arrestations d'opposants politiques, alors que des proches du parti au pouvoir continuent de bénéficier d'une impunité quasi totale pour leurs actes ». Ses enquêteurs craignent que « le déroulement du scrutin ou la proclamation des résultats officiels des élections prévues le 20 juin 2020 puissent déclencher un nouveau cycle de violence encore plus grave ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});